

Kamel Kateb, Nacer Melhani, M'Hamed Rebah, *Les Déracinés de Cherchell. Camp de regroupement dans la guerre d'Algérie (1954-1962)*, Paris, Ined éditions, 2018, 198 p., dont 22 d'annexes, préface d'Alain Blum.

En ce début de XXI^e siècle, les civils constituent peut-être plus que jamais l'enjeu de guerres plus ou moins régulières qui provoquent bien sûr la mort, mais aussi la fuite et des mouvements de populations aux degrés de contrainte très variable. Le déplacement forcé et l'enfermement collectif dans les camps de populations civiles sont une des spécificités des guerres irrégulières du long XX^e siècle, des premières initiatives espagnoles (Cuba), étatsuniennes (Philippines) et britanniques (Afrique du Sud) au tournant du XIX^e siècle ; jusqu'à nos jours, où l'UNHCR estime que 66,8 millions de personnes dans le monde sont déplacées du fait de conflits, violences, ou persécutions pour cause politique, sociale ou religieuse.

L'épisode algérien des camps de regroupement (1954-1962) est assez bien connu -du moins des spécialistes- depuis les écrits pionniers de Michel Rocard (1959, réédité en 2003), Pierre Vidal-Naquet (1962, réédité en 2002), Marcel Lesne (1962) et surtout, du point de vue historique, du sociologue Michel Cornaton dont la thèse consacrée à ce sujet venait, selon Germaine Tillion, à la fois trop tard et trop tôt (1967, réédité en 1998). Dans un long processus de gangrène et d'oubli, la fin de la décennie sanglante des GIA, puis le quarantième anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie, ont donc été l'occasion d'un premier travail de réédition, qui atteste d'un regain d'intérêt pour cette question, avant que d'autres travaux, depuis les années 2000, ne viennent compléter ces premières contributions, avec des approches qui recoupaient pour certaines d'anciens clivages (Maurice Faivre, 2009, Mustapha Khiati, 2014, publié aux éditions Houma à Alger, Fatima Besnaci-Lancou, 2018, sur le rôle tout symbolique de la Croix Rouge Internationale dans la gestion du problème sanitaire). Côté français, depuis 2008, l'accès autorisé à certaines archives ouvre de nouvelles perspectives sur ce phénomène (cf. la thèse incontournable de Fabien Sacriste -2014, 1356 p., bientôt publiée aux presses de Sciences Po) dont, dès 1964, Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad avaient saisi toute l'importance : « de tous les bouleversements que la société rurale a subis entre 1955 et 1962, ceux qui ont été déterminés par les regroupements de populations sont, sans aucun doute, les plus profonds et les plus chargés de conséquences à long terme ». Pour un total de près de la moitié de la population rurale algérienne déplacée ou se déplaçant d'elle-même pour fuir les zones de combat (3 à 3,5 millions d'individus : Sacriste, p. 1226, Kateb *et alii*, p. 42, Cornaton, 2006), on estime à plus d'un quart la proportion déplacée de force par l'armée française et regroupée dans les « CRP », ou Centres de Regroupement de la Population : c'est dire l'importance de « l'espace retourné » -et de la société alors retournée- pour reprendre le géographe Marc Côte, en des circonstances un peu différentes.

Malgré l'importance historique de ce phénomène d'enfermement collectif -par opposition à la forme plus classique de l'enfermement individuel- et l'abondance toute relative de la production historiographique sur le sujet, les CRP n'avaient jusqu'à ce jour pas fait l'objet d'un recueil de témoignages auprès de ceux qui ont subi cette politique (F. Sacriste a bien recueilli des témoignages, mais côté français). C'est désormais chose faite, grâce au court -mais décisif- ouvrage de K. Kateb, N. Melhani et M'hamed Rebah, pour qui « retracer les trajectoires de gens simples entraînés dans le chaos d'une guerre [...] dont ils subirent la violence et les contraintes et dont ils ne maîtrisaient ni les tenants ni les aboutissants nous a paru presque comme un impératif ». Melhani et Rebah ont mené dans la région de Cherchell (massif du Dahra, à moins d'une centaine de km à l'Ouest d'Alger à vol d'oiseau) le travail d'investigation de terrain,

d'identification des témoins, de recueil des entretiens et enfin de transcription en français, alors que le démographe Kateb a assuré la rédaction de l'ouvrage. Trente-sept -annexe 3 p. 184-185- ou trente-huit -p. 29- entretiens semi-directifs anonymés d'anciens internés, recueillis entre 2012 et 2014 -une quarantaine d'heures d'enregistrement en arabe et tamazight, constituent le principal matériau de cet ouvrage, que les auteurs confrontent aux archives françaises ouvertes depuis 2008, ainsi qu'à cinq témoignages de militaires français en charge de CRP implantés dans d'autres régions que Cherchell. Les auteurs ont constitué un échantillon de commodité (non aléatoire), à partir d'une région elle-même probablement choisie pour des questions de convenance non explicitées. Se pose donc la question de la représentativité de cette région -cf. Sacriste, dont les critères de sélection du terrain d'observation (sous-ensembles de l'ancien département de Constantine, où les CRP ont été précocement et intensivement implantés) ont été explicités et justifiés. Compte tenu de l'extrême diversité des situations régionales, il n'est donc pas certain que ces récits de vie « illustrent parfaitement ce qui a pu se passer ailleurs sur le territoire algérien pendant ces années de guerre », même s'ils « confirment les principales conclusions qui se dégagent des travaux antérieurs » (p. 169). En revanche, à l'intérieur de l'espace choisi, les auteurs ont pris soin de respecter un certain équilibre entre camps de montagne et camps de plaine, enfants et adultes, hommes et femmes. Si le cahier des charges est à peu près respecté pour les enfants (35% de moins de 15 ans dans l'échantillon, à comparer aux 49-50% dans les camps étudiés par Sacriste, sur une population de près de 100 000 individus), il n'en va pas de même pour les femmes, dont la parole a été très peu recueillie -biais probablement dû au caractère spontané du recrutement des enquêtés (p. 30), en dépit de l'importance qu'ont souhaité leur accorder les auteurs dans l'ouvrage (13,5% de témoignages féminins, à comparer au taux de féminisation de 57% des camps étudiés par Sacriste). De même, la population des camps de la région qui a immigré en France après l'indépendance échappe presque totalement à l'enquête (1 cas sur 37). C'est dommage, car pour Sayad comme pour Kateb, « les CRP ont joué un rôle d'accélérateur de la migration familiale, favorisant la transformation de la migration de travail en celle de peuplement », en déculpabilisant les migrants vis-à-vis de la solidarité qu'ils devaient à la famille ou au clan (p. 147).

Il s'agit là de défauts sans doute inévitables pour un premier recueil de témoignages, dont il faut surtout saluer l'heureuse initiative. Kamel Kateb et ses collaborateurs montrent ainsi que la « destinée commune initiale » des déplacés (« le travail inlassable des parcelles de terres familiales, la recherche d'un revenu d'appoint pour combler les insuffisances de la production agricole, l'analphabétisme des femmes et la faible scolarisation des enfants ») fut bouleversée par le passage dans les CRP, rejoignant par-là les conclusions dégagées en 1962 par Lesne. Pour celui-ci, le « déracinement géographique et le dépaysement social ont occasionné [...] des misères matérielles souvent tragiques [...] des ruptures de toutes sortes [...] sans l'apport de conditions économiques nettement supérieures aux anciennes » qui ont abouti à des « traumatismes profonds et stériles » : Lesne comme Kateb notent la naissance d'une mentalité d'assistantat et d'attentisme de la part de populations qui vivaient auparavant presque exclusivement dans l'autosubsistance vivrière et qui subissent en deux ou trois ans des évolutions culturelles, sociales, familiales, économiques qui, sans cette politique des CRP, se seraient déroulées sur plus de cinquante ans. C'est en partie le prolongement -voire l'aboutissement- logique des politiques coloniales de déplacement instaurées au XIX^e siècle et qui sont désormais bien connues (cantonnements, refoulements, sénatus-consultes, lois foncières du début de la III^e République, etc.), qu'il s'agit également de replacer dans le

contexte d'enfermements et de « violence ordinaires » de l'Algérie du XX^e siècle (travaux de S. Thénault).

L'intérêt scientifique de cet ouvrage est double. D'une part, contrairement aux approches précédentes, qui se positionnaient certes au plus près de la vie des camps, mais qui reposaient sur les archives administratives coloniales (Cornaton, Sacriste) et qui ne donnaient à voir « que » des groupes, l'enquête suit des trajectoires individuelles. D'autre part, ce suivi s'étend bien au-delà de 1962, et montre ainsi les bouleversements que le passage dans les CRP ont induit sur les trajectoires individuelles après l'indépendance -avec une attention particulière portée à la décennie 1990, tout en prenant soin d'évoquer la vie avant les CRP. Les « trajectoires singulières » ainsi reconstituées supplantent-elles le « destin collectif » des regroupés ?

Après un chapitre introductif de contextualisation générale, l'analyse des témoignages, recueillis principalement pour le camp de Messelmoun (plus de 40% des enregistrements), mais aussi pour d'autres camps de la région, répond à cette question à travers un plan chronologique. L'ouvrage donne donc surtout à lire des témoignages issus de l'un des quatre camps littoraux qui fut créé *ex-nihilo* -sur un total de six camps littoraux et de treize camps en tout pour l'arrondissement, dont huit concernés par l'enquête orale. L'érection au statut de commune en 1984 et le fait que Messelmoun comptait un peu plus de 6 000 habitants en 2008 attestent d'ailleurs du « succès » de certains CRP, alors qu'avant la guerre, l'habitat dispersé dominait dans la commune mixte de Cherchell.

Avant 1954, pour assurer ses besoins physiologiques les plus élémentaires, cette société rurale très pauvre, quasi autarcique, dépendait encore fortement des aléas climatiques (chapitre 2). Les familles vivaient surtout de l'arboriculture fruitière (olive) et de l'élevage ovin, l'aisance toute relative se mesurait alors par la possession de *matmouras* (silos de stockage des céréales et légumineuses) plutôt que de *khabias* (jarres). L'ingestion d'herbe, de glands de chênes et de leur opercule à la soudure est mentionnée par certains témoins. Ni médecin ni instituteur, le contact aux colonisateurs se réduisait alors au salariat agricole saisonnier, voire aux engagements dans l'armée coloniale.

Les opérations militaires d'expulsion, qui se caractérisent le plus souvent par leur rapidité et leur brutalité (incendie des maisons, récoltes et bétails tout ou partie brûlés, etc.), sont d'autant plus mal vécues qu'elles interviennent généralement à l'improviste pour les déplacés (chapitre 3). Selon la doctrine de la guerre révolutionnaire (DGR) alors en cours dans l'armée française, l'objectif premier était de couper l'ALN de la population civile, en créant des zones interdites vidées de leur population, ce qui devait empêcher le ravitaillement de l'ALN, tout en préservant les populations de la propagande indépendantiste. Force est de constater que cette stratégie s'est avérée illusoire : les archives coloniales tout comme les témoignages des internés s'accordent pour évoquer une pénétration plus (Sacriste) ou moins (Kateb) large du FLN dans les CRP qui peuvent servir de base de ravitaillement et de levée de l'impôt, de lieu de replis, etc. en dépit des barbelés et des miradors qui entourent la plupart des camps. De plus, les difficultés non anticipées de gestion des CRP ont abouti à l'association contrainte des déplacés à la surveillance de leurs propres camps (!)

Ce n'est qu'après le scandale soulevé par la publication de la note Rocard et l'augmentation du nombre d'internés, suite aux opérations militaires de grande envergure (1959), que les aspects économiques et sociaux deviennent une priorité...toute officielle. La vie dans les camps (chapitres 4 et 5) se caractérise par la rupture avec le cadre de vie antérieur (promiscuité et ses

multiples conséquences psychologiques, sanitaires etc.) et l'obsession de la nourriture quotidienne (sur ces aspects et bien d'autres, la thèse de Sacriste -non citée par les auteurs- constitue une lecture complémentaire très utile). « L'école-aimant » de la fin de la période coloniale prend ici une signification toute particulière : les enfants la fréquentent car ils savent qu'on y distribue de la nourriture, même si cette expérience scolaire revêt *a posteriori* une importance culturelle considérable dans de nombreuses trajectoires de témoins. Les enfants suivent le camion militaire des ordures pour y trouver à manger ou mendient en ville, les femmes font de même ou vendent « des touffes de bois et du charbon ». La délicate question des viols est abordée : en l'absence des hommes et face à des militaires omnipotents, ceux-ci se multiplient, mais sont souvent tus par les familles (les protestations des appelés français à ce sujet sont très durement réprimées, voir le témoignage de l'infirmier Xavier Jacquey). Les hommes sont très rarement « invités » à participer contre rémunération -en nature ou en argent- aux travaux collectifs organisés par l'administration du camp. La plupart des revenus ou denrées proviennent donc de l'assistance ou du travail salarié sur les terres des colons, en dehors des CRP. Après l'appel du matin, les sorties avec laissez-passez sont en effet autorisées -mais on sort aussi le soir. On s'absente donc pour la journée, mais aussi parfois pour plusieurs semaines, si le travail est trop loin. Les plus chanceux habitent les camps de montagne qui sont en fait davantage des camps de resserrement -aux contraintes moins strictes- que de regroupement : l'accès à la zone interdite est même parfois autorisé pour récolter les fruits.

La fin de la guerre (chapitre 6) voit advenir un sentiment national populaire, à travers les manifestations indépendantistes du 11 décembre 1960, qui ne furent pas qu'un phénomène urbain, mais aussi une réalité dans les CRP, comme l'indiquent les témoignages recueillis, confirmés par les archives coloniales. Enfin, les « trajectoires multiples » des déplacés après le cessez-le-feu du 19 mars 1962 sont évoquées dans les trois derniers chapitres. Les responsables du FLN sortent de la clandestinité et prennent progressivement en charge les populations des camps. Le retour sur les anciens lieux de vie, fortement encouragé par les nouvelles autorités, notamment au moyen d'une prime, s'avère souvent impossible -ou non désiré- pour les déplacés, en dépit des aides alimentaires étatsuniennes et cubaines qui parviennent : l'absence d'aide au redémarrage économique rural semble avoir été déterminante. La « rupture définitive avec le monde d'avant » se fait donc parfois après un retour de quelques semaines ou de quelques mois dans le douar d'origine : on retourne au CRP ou ailleurs, souvent aussi pour assurer la scolarisation des enfants, désormais perçue comme une priorité. Le devenir des différents CRP est par ailleurs rapidement évoqué, sans doute faute de sources complémentaires.

Après que « l'oreiller du silence » (Vidal-Naquet) ait disparu au sein des appelés français de la guerre d'Algérie, grâce au travail pionnier de Patrick Rotman et Bertrand Tavernier (1992), voici donc enfin une histoire « à part égales » des CRP algériens, écrite à partir de témoignages. On ne peut que souhaiter l'extension rapide d'une telle initiative, qui était d'une urgente nécessité, au-delà de la région de Cherchell, afin de compléter et nuancer cette première approche -on pense aux témoignages féminins, mais aussi au point de vue du FLN sur les CRP.